

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARCS ÉOLIENS DES TERRES BLANCHES

16 boulevard Montmartre
75009 Paris

Références : SV/2026-181
Code AIOT : 0006209342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement SAS PARCS ÉOLIENS DES TERRES BLANCHES implanté Courcelles-sur-Aire 55260 Courcelles-sur-Aire. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel des installations classées et de la poursuite de l'action régionale de 2025, concernant les mesures ERC mises en place sur les parcs éoliens suite à l'analyse des suivis environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARCS ÉOLIENS DES TERRES BLANCHES

- Courcelles-sur-Aire 55260 Courcelles-sur-Aire
- Code AIOT : 0006209342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Parcs éoliens des Terres Blanches (ex Parc éolien de la voie sacrée) exploite un parc éolien sur le territoire des communes de BEAUSITE, COURELLES-SUR-AIRE et ERIZE LA BRULEE. Ce parc a été autorisé par déclaration d'antériorité actée par arrêté préfectoral du 12 juillet 2012. L'exploitant est tenu de respecter pour l'exploitation de son installation les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2023-1945 du 26 juillet 2023 et n°2025-2534 19 décembre 2025 imposant des mesures spécifiques en faveur du Busard cendré et des chiroptères et de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a rappelé à l'exploitant que les mesures de bridages en faveur des chiroptères prescrites à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2025 seront applicables au 15 mai 2026. Cet article, n'étant pas applicable le jour de la visite, il n'a pas été contrôlé.

Au vu des nouveaux éléments apportés par le suivi environnemental réalisé en 2024, l'exploitant projette de déposer une demande de modification des conditions d'exploiter consistant en un allègement de ce bridage en faveur des chiroptères, pour le parc actuellement en service.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Mesures spécifiques liées à la préservation de Busards cendrés	Arrêté Préfectoral du 26/07/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
2	Panneau d'information des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
3	Déclaration données techniques sur l'outil OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration du suivi de la mortalité sur l'outil Depobio	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 (partiel)	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 (partiel)	Sans objet
7	Constitution des garanties financières	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-101-I (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 14 avril 2026 :

- Les suivis environnementaux de 2017 et 2022 montrent un impact significatif du parc éolien sur les chiroptères ;
- Le suivi environnemental 2024 conclut à un impact non significatif du parc éolien avec un seul cadavre de chiroptère sur l'éolienne E10 (suite au bridage de l'éolienne E8 réalisé à partir de 2023 et imposé à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2025-2534 du 19 décembre 2025 à compter du 15 mai 2026) ;
- Les suivis environnementaux 2017, 2022 et 2024 ne montrent pas d'impact significatif du parc éolien sur l'avifaune ;
- Des individus de Busards cendrés ont été régulièrement observés à proximité du parc éolien lors du suivi 2024. Le suivi a été poursuivi en 2025 comme imposé par l'arrêté préfectoral n°2023-1945 du 26 juillet 2023. Les conclusions sont attendues pour juillet 2026 afin de pouvoir conclure sur la présence ou l'absence de nid de Busards cendrés sur le site durant 3 années consécutives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des riverains
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats :

L'inspection a vérifié cet article par échantillonnage. Les portes des éoliennes (= aérogénérateurs) E7/E9 et E10 sont fermées à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Panneau d'information des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des riverains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié cet article par échantillonnage. Les aérogénérateurs E7/E9 et E10 sont identifiés par un numéro identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les consignes citées à l'article 14 sont affichées sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès aux aérogénérateurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration données techniques sur l'outil OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I
Thème(s) : Situation administrative, OREOL
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du(des) poste(s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien déclaré les données techniques relatives à l'installation dans l'outil OREOL : le parc comprend 6 éoliennes E7/E8/E9/E10/E26 et E27 et deux postes de livraisons PLD1 et PLD2. Le permis de construire a été délivré le 2 avril 2004 et la mise en service date du 29 juin 2007.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration du suivi de la mortalité sur l'outil Depobio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Les données brutes collectées dans le cadre des suivis environnementaux ont été versées, par l'exploitant, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité". Les certificats de dépôt ont été présentés le jour de la visite par l'exploitant. L'ensemble des suivis environnementaux ont été transmis à l'inspection par mail du 16 avril 2026 suite à la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite les suivis environnementaux réalisés sur son parc éolien en 2017, 2022 et 2024. Les suivis de mortalité avifaune indiquent : <ul style="list-style-type: none">• en 2017 : 5 cadavres d'oiseaux (hirondelle de fenêtre, alouette des champs, gobemouche gris, roitelet triple bandeau et sittelle torchepot) ;• en 2022 : 3 cadavres d'oiseaux (perdrix grise, buse variable et sittelle torchepot) ;• en 2024 : 1 cadavre de faucon crécerelle.

L'impact sur l'avifaune est jugé non significatif.

Les suivis de mortalité chiroptères indiquent :

- en 2017 : 4 cadavres pour 6 éoliennes ;
- en 2022 : 2 cadavres sur l'éolienne E8, pas de mortalité sur les autres aérogénérateurs ;
- Une mesure de bridage a été mise en place sur l'éolienne E8 en 2023 ;
- en 2024 : 1 cadavre sur l'éolienne E10, aucun sur l'éolienne E8.

Un suivi des écoutes de chiroptères en nacelle a été réalisé en 2024 sur l'éolienne E8. Le suivi environnemental de 2024 conclut qu'au regard du statut des chiroptères recensés, de leur taux de présence et de leur niveau d'activité, l'ensemble des espèces montrent un enjeu local jugé faible. L'impact sur les chiroptères est par conséquent jugé non significatif.

Le bureau d'études ALTIFAUNE préconise cependant de conserver le bridage actuel sur l'aérogénérateur E8 qui semble adapté.

A noter qu'il est déjà prescrit à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2023-1945 du 19 décembre 2025 applicable au 15 mai 2026.

Les suivis environnementaux de 2022 et 2024 sont réalisés conformément au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Frequence

Prescription contrôlée :

[...]Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. [...]

Constats :

Le dernier suivi environnemental de 2024 conclut à un impact non significatif pour l'avifaune et les chiroptères, le prochain suivi environnemental est attendu pour l'année 2034.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-101-I (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières

Prescription contrôlée :

I. - La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique

du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 16 avril 2026 une note de calcul pour la révision et la mise à jour du montant des garanties financières en fonction du gabarit des machines en fonctionnement actuellement conformément aux éléments de calcul définis dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à l'exploitation de parc éolien.

La formule utilisée est celle prévue par l'arrêté ministériel du 26 août 2011, à savoir :

$M = 50\,000 \times \text{Nb d'éoliennes} \times (\text{Indice connu au moment de l'indexation} / \text{Indice janv. 2011}) \times (\text{TVA} / \text{TVA}_0)$

Soit : $50\,000 \times 6 \times (130,8 / 102,1807) \times (1,20 / 1,196) = 385\,309,92 \text{ €}$.

L'exploitant a transmis par mail du 16 avril 2026 un acte de cautionnement d'un montant de 385 309, 92 €, qui prend effet à compter du 22/04/2026 et jusqu'au 21/04/2031.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures spécifiques liées à la préservation de Busards cendrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède, chaque année, à une recherche de nids de Busards cendrés, sur l'ensemble de son parc éolien, du 1er avril au 1er juin. S'il découvre ou s'il a connaissance de la présence d'un nid de Busards cendrés sur son site, l'exploitant met en oeuvre une mesure de réduction du risque de collision. Le suivi annuel de nids et, le cas échéant, les mesures mises en place sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant pourra stopper la recherche de nids s'il constate l'absence de nid de Busards cendrés sur son site durant 3 années consécutives.

Constats :

ERG France a missionné le bureau d'études ALTIFAUNE pour réaliser un suivi ornithologique, axé sur l'observation du Busard cendré. L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection le suivi 2024 édité en juillet 2025.

En résumé le suivi indique que :

- des individus de Busard cendré ont été régulièrement observés dans la partie Nord du site, aux abords des éoliennes E7, E8, E9, E10, ainsi qu'à l'Ouest de l'éolienne E27,
- l'espèce a été identifiée comme nicheuse sur les sites d'étude ainsi que dans leurs environs, ces différents sites étant utilisés pour la reproduction par le Busard cendré,
- un îlot refuge de 50 m x 50 m, sans intervention agricole, a été aménagé en 2024 à plus de 200 mètres des éoliennes, en partenariat avec l'association Meuse Nature Environnement. Cet aménagement visait à offrir un espace sécurisé et favorable à la nidification du Busard cendré, en

complément des mesures de suivi engagées,

- toutefois, aucun nid n'a été détecté au sein de cet îlot au cours de la saison de reproduction. De plus, aucun individu de Busard cendré n'a été observé s'y posant, ni décollant de cette zone. L'espèce ne semble donc pas avoir utilisé cet espace en 2024, malgré l'absence de perturbation et la couverture végétale favorable,
- trois nids potentiels ont été découverts au sein d'une parcelle de colza à l'Ouest de l'éolienne E27. Cependant aucune ponte n'était présente lors de leur découverte et ne semblent pas avoir été utilisé pour la nidification. Les nids ont été détectés mi-mai et la parcelle a été fauchée fin-juin, début-juillet. Au vu de l'absence de ponte dans les nids, ceux-ci n'ont pas été déplacés vers l'îlot dédié à leur protection.

Les observations actuelles suggèrent un impact non significatif du parc éolien sur la population locale de Busards cendrés. Toutefois, en raison de la sensibilité de l'espèce, de son statut patrimonial et de sa présence régulière sur le secteur, il apparaît pertinent de poursuivre ce suivi en 2025.

La reconduction du suivi contribuera à confirmer l'absence d'impact notable et à adapter, si nécessaire, les mesures de gestion, dans le cadre d'une démarche de gestion écologique continue menée en collaboration avec l'association Meuse Nature Environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats du suivi 2025 pour juillet 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois